HERVÉ MAUREY

«Programmation des infrastructures : le compte n'y est pas !»

12/09/2018

Hervé MAUREY (Eure, Union Centriste), président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, membre du Comité d'Orientation des Infrastructures (COI), a pris acte des annonces d'Elisabeth BORNE, Ministre auprès du ministre d'État, ministre de la Transition écologique et solidaire, concernant la programmation des infrastructures de transport.

Il déplore que le montant d'investissements (13,4 Mds) annoncé par la ministre ne soit pas à la hauteur des enjeux et des urgences en la matière. Le niveau d'investissements annoncé est en effet inférieur au scénario 2 (14,6 Mds) : « bâti pour permettre de satisfaire les priorités fixées par le Président de la République » selon les termes du rapport du COI.

En prenant en compte les différences de périmètre, il manque en réalité 1,5 Mds pour que les objectifs du Président de la République soient tenus.

Cette différence de budget ne permettra pas d'apporter de réponse suffisante à l'état dramatique du réseau ferroviaire et à l'évolution inquiétante du réseau routier et ce malgré l'actualité récente et la sonnette d'alarme tirée par le Sénat de mars 2017. Les territoires et les collectivités locales seront les premières victimes de cette situation puisque les crédits sur les contrats de plan État-Régions et les trains d'équilibre du territoire seront revus à la baisse.

Il est à craindre que cette sous-budgétisation affecte en premier lieu les dessertes les moins fréquentées et donc les territoires ruraux.

Par ailleurs, le sénateur s'étonne que ce plan n'indique rien quant aux financements de ces investissements. Il y a néanmoins selon lui tout lieu de craindre la mise en place d'un nouveau prélèvement sur les usagers de la route alors qu'il conviendrait d'affecter prioritairement les ressources déjà créées pour les routes (TICPE, radars, etc.) aux routes.

Pour Hervé MAUREY, « les territoires sont les premières victimes des intentions du Gouvernement en matière de financement des mobilités » et « le Gouvernement doit revoir au plus vite sa copie ».

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Contact presse : Frédérique HENRY / Camille LOUIS
01 42 34 21 18 / 01 42 34 30 58 - communication@uc.senat.fr
Internet : www.udi-uc-senat.fr
Twitter : @UC_Senat
Facebook : SenateursUDIUC